

Brochure n° 3103

Convention collective nationale

IDCC : 2121. – ÉDITION

(3^e édition. – Avril 2005)

AVENANT DU 21 MARS 2006
RELATIF À LA FONGIBILITÉ DES RESSOURCES
DE LA FORMATION CONTINUE

NOR : ASET0650587M

IDCC : 2121

Les organisations représentatives soussignées,

Considérant :

- les articles L. 952-2 et R. 952-4 du code du travail ;
- l'article 15 de l'accord national paritaire du 23 décembre 1994 portant création de l'OPCA-CGM ;
- l'opportunité de prévoir le principe d'une transférabilité, en tant que de besoin, d'une partie des fonds collectés par l'OPCA-CGM au titre de la participation à la formation continue des entreprises de 10 salariés et plus, au régime de formation continue des entreprises de moins de 10 salariés ;
- l'article 3 de l'accord de branche relatif à la section professionnelle éditée au sein de l'OPCA-CGM qui stipule notamment que les entreprises de 10 salariés et plus sont libres de verser les fonds (0,9 %) affectés au plan de formation à l'OPCA-CGM, stipulations auxquelles le présent accord ne déroge en aucune manière,

conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}

Par le présent accord, et dans les termes et conditions qui y sont définis, le conseil d'administration de l'OPCA-CGM est autorisé à transférer une partie des fonds collectés par l'OPCA-CGM au titre de la participation à la

formation continue des entreprises de 10 salariés et plus, au régime de formation continue des entreprises de moins de 10 salariés ; ce transfert sera effectué en tant que de besoin et dans la limite de 50 % des sommes collectées et non utilisées au 1^{er} novembre de chaque année.

Article 2

La commission paritaire nationale de l'emploi définira les actions de formation prioritaires à l'intention des entreprises de moins de 10 salariés ; un suivi de leur mise en œuvre sera effectué par la section édition de l'OPCA-CGM.

Article 3

Un document récapitulant l'emploi des fonds affectés aux entreprises de moins de 10 salariés sera transmis chaque année par l'OPCA-CGM au ministre chargé de la formation professionnelle et à la commission paritaire nationale de l'emploi.

Article 4

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, sous réserve de modifications législatives ou réglementaires, ou de modifications adoptées en commission paritaire nationale de l'emploi.

Article 5

Le dépôt légal du présent accord sera effectué conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 6

Les organisations signataires s'engagent à demander l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 21 mars 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national de l'édition.

Syndicats de salariés :

Fédération de la culture et de la communication CFE-CGC ;

Syndicat national de l'édition, de la librairie et de la distribution CFE-CGC ;

Fédération communication, conseil, culture CFDT ;

Syndicat national livre édition CFDT ;

Fédération française des syndicats de la communication écrite, graphique et audiovisuelle CFTC ;

Syndicat national du personnel de l'édition, de la librairie et des activités connexes CFTC ;

Fédération des employés et cadres CGT-FO ;
Syndicat national de presse, d'édition et de publicité FO ;
Syndicat national des correcteurs et des métiers connexes (FO).